

AVASİN

newsletter
DECEMBRE 2025



QUI SOMMES-NOUS ?

Peoples Bridge est une organisation qui s'est donné pour mission de défendre la région autonome « du nord et de l'est de la Syrie » et, au-delà, les territoires du Kurdistan. La révolution qui se déroule depuis plus d'une décennie au Rojava met en œuvre des valeurs progressistes telles que l'autodétermination démocratique, la justice climatique, l'égalité des peuples et la libération des femmes, qui doivent être portée en Europe. La révolution du 19 juillet au Rojava a ouvert une nouvelle voie pour la liberté du peuple kurde, arabe et les autres peuples de la région. En ne soutenant pas les forces réactionnaires dans la guerre civile en Syrie, elle a brisé les chaînes colonialistes et mis en œuvre le pouvoir démocratique, la liberté et la volonté des peuples. Les femmes ont mené la lutte révolutionnaire pour la libération des femmes et ont organisé leur propre autodéfense.

Face à l'intensification des attaques contre la révolution du Rojava par l'État fasciste turc et aux appels publics au désarmement des FDS, nous avons une responsabilité particulière en Europe. En tant que migrant·es du Moyen-Orient, travailleur·euses, lycéen·nes, étudiant·es et progressistes, nous considérons qu'il est de notre devoir de défendre l'espoir de tous les opprimé·es de ce monde, qui se reflète dans la nouvelle forme de société au Rojava. Cela signifie non seulement défendre la révolution, mais aussi soutenir sa construction. Les principales tâches actuelles consistent à organiser la solidarité avec le Rojava/nord-est de la Syrie assiégé, à mener des actions visant à renforcer les infrastructures de la révolution et à organiser le soutien en cas de problèmes nécessitant une main-d'œuvre technique, logistique et qualifiée.

People's bridge a pour objectif de renforcer la solidarité avec le Kurdistan et d'organiser une union qui transmette les besoins et les nécessités de la révolution à la classe ouvrière européenne. Nous renforcerons le pont entre les peuples, nous développerons la solidarité avec le Rojava/nord et l'est de la Syrie.



SOMMAIRE

- 1. L'accord du 10 mars et l'état actuel des négociations**
- 2. La stratégie nationale de sécurité des États-Unis**
- 3. « Un Kurdistan libre, une Syrie démocratique »**
Le mouvement communiste du Rojava tient sa première conférence
- 4. Que fait People's Bridge ?**



L'ACCORD DU 10 MARS ET L'ÉTAT ACTUEL DES NÉGOCIATIONS

L'accord conclu le 10 mars 2025 entre le gouvernement de transition et l'administration démocratique autonome est un succès et une première approche concrète pour les négociations en vue d'une nouvelle Syrie démocratique. Pour chacun des huit points convenus, une commission composée de représentants des deux forces a été convoquée. Ces groupes de travail devaient présenter des propositions concrètes avant la fin de cette année. Le délai touchant à sa fin, les deux forces sont sous pression. L'expiration du contrat ne signifie pas qu'une coopération future est impossible, mais elle marque la fin de la base de négociation sur les points convenus.

Jusqu'à présent, il est positif de constater que les FDS ont réussi à défendre leurs acquis depuis le début des négociations. Le gouvernement central, autoproclamé, a certes adopté une constitution, mis en place un État centralisé et organisé des élections, mais il n'a pris aucune mesure claire en faveur de la démocratisation. Les représentants de l'administration autonome ont clairement indiqué, par le passé et jusqu'à aujourd'hui, que l'intégration du nord-est de la Syrie et de ses forces armées n'était possible que si Damas en exprimait la volonté démocratique. Sipan Hemo, commandant général des FDS, a déclaré dans une interview que la formation d'une nouvelle Syrie doit correspondre à la volonté des peuples.

Le gouvernement dirigé par HTC est pressé par la Turquie de trouver une solution pour intégrer les FDS dans l'armée syrienne le plus vite possible. Comme les FDS sont la plus grande force militaire organisée en Syrie, elles sont vues comme une menace. Mais les forces démocratiques syriennes défendent les acquis du Rojava.

La direction des FDS a annoncé que la question militaire ne pourrait être discutée qu'une fois que l'autonomie administrative aurait obtenu la garantie d'une participation au gouvernement et d'un droit de co-décision dans la Constitution. Mazlum Abdi a déclaré dans une interview que la proposition de Constitution transitoire était en contradiction avec le contenu de l'accord du 10 mars. Abdi a également souligné que les droits des Kurdes et la discussion sur une Syrie centralisée ou décentralisée constituaient des étapes décisives pour l'avenir.

À la suite de la conférence d'unité kurde qui s'est tenue le 26 avril à Qamishlo, un comité kurde composé de différentes forces, y compris du Bashur (Kurdistan du sud - Irak), a été créé. Celui-ci s'est fixé pour objectif de représenter les Kurdes de toutes les régions et de la diaspora dans une unité. Lorsque les représentants kurdes ont voulu entamer le dialogue avec le gouvernement de transition à Damas, cela leur a été refusé. Le gouvernement dirigé par HTC souhaite d'abord clarifier les questions militaires et administratives. Aucune des deux parties ne s'est exprimée sur l'état d'avancement des négociations militaires.

HTC met tout en œuvre pour neutraliser les FDS et les placer sous son hégémonie. Pendant ce temps, l'administration autonome démocratique exige finalement d'être reconnue comme une force politique décisive en Syrie.

D'autres États, qui manifestent un intérêt évident pour la Syrie, tentent également de tirer le meilleur parti de l'état actuel des négociations. Selon Abdi, les rencontres entre Trump et Al-Sharaa et les discussions entre Abdi et Barrack témoignent d'une volonté manifeste de trouver une solution. Cependant, l'objectif des États-Unis est clair. Tom Barrack, envoyé spécial de l'ambassadeur américain au Moyen-Orient, a ainsi déclaré le 6 décembre qu'un État décentralisé au Moyen-Orient ne fonctionnerait pas. La Turquie tente de faire avancer le plus rapidement possible les choses en matière de désarmement et d'intégration des FDS et fait pression sur HTC. Le politicien fasciste du MHP (Turquie), Devlet Bahçeli, a ainsi déclaré que l'appel d'Öcalan à déposer les armes s'adressait également aux FDS. Le gouvernement turc considère les forces démocratiques syrienne comme une ramification du PKK et donc comme une menace. En réalité, la Turquie souhaite retrouver son influence sur la Syrie.

Dans le sud de la Syrie, les tensions entre l'armée israélienne et Damas persistent. Il y a quelques jours, le Premier ministre Netanyahu a demandé la création d'une « zone tampon » entre Damas et le mont Jabal Al-Sheikh. Israël souhaite ainsi étendre son territoire occupé dans le sud de la Syrie et ne tolère aucune force armée syrienne sur place. Avec cette initiative, Israël se rapproche de son rêve d'un Grand Israël entre le Nil et l'Euphrate.



« UN KURDISTAN LIBRE, UNE SYRIE DÉMOCRATIQUE » LE MOUVEMENT COMMUNISTE DU ROJAVA TIEN SA PREMIÈRE CONFÉRENCE

Le 31 octobre, le Mouvement révolutionnaire communiste (Tevgera Komunîst a Şoreşger, TKŞ) a tenu sa première conférence à Heskê (nord-est de la Syrie) avec 300 délégués.

« Au Moyen-Orient, nous sommes au milieu de guerres et de cessez-le-feu hypocrites qui servent à préparer des guerres encore plus grandes, qui doivent se dérouler selon les plans de partage des impérialistes. La révolution du Rojava traverse également des étapes historiques dans ce processus. Les partis politiques, les mouvements et les différents groupes qui ont pour objectif de façonner l'avenir de la révolution, de la défendre et de la propager mènent diverses activités tant en interne qu'ensemble. Parmi eux, il existe un mouvement révolutionnaire qui ne fait peut-être pas la une des journaux, mais qui s'adresse à une masse non négligeable. »

– TKŞ, 7 novembre 2025

Cette citation résume bien la situation au moment où toutes les composantes du TKŞ se sont réunies pour discuter de l'avenir de la Syrie et de la révolution du Rojava. Depuis décembre 2024, un processus de transition vers une nouvelle Syrie a commencé. La forme que prendra cette transition, qu'elle soit démocratique ou islamiste, se précisera au cours de cette période. Selon le mouvement communiste, alors que les bandes djihadistes de HTC envisagent de liquider la révolution du Rojava, la résistance doit être renforcée et mieux organisée.

La conférence a été marquée par les récits des attaques incessantes contre les Druzes et les Alaouites. Des délégués alaouites ont rendu compte de leurs expériences dans la région côtière et une détermination commune s'est dégagée pour résister à la politique hostile des peuples menée par HTC.

Selon l'organisation, les acquis de la révolution des femmes, qu'il s'agisse de la coprésidence ou de l'organisation autonome des femmes, doivent être absolument protégés. Les attaques du nouveau gouvernement syrien contre les peuples et les femmes doivent être contrées par une position claire et une autodéfense.

Le Mouvement révolutionnaire des femmes (Jinên Komunîst ên Şoreşger, JKŞ) a également tenu sa première conférence avec pour slogan « Protégeons les acquis de la révolution des femmes, renforçons notre organisation ». Elles ont souligné qu'elles se défendraient face à toutes les attaques contre la révolution des femmes du Rojava.

Les participantes à la conférence ont appelé à renforcer le soutien aux femmes alaouites et druzes victimes des attaques d'HTC et d'autres bandes, ainsi qu'aux femmes d'Afrin, Serêkaniyê et Girê Spî, contraintes de fuir en raison de l'occupation turque.

Fondée en 2019, TKŞ représente la composante communiste du Rojava et s'est fixé pour objectif de lutter pour la révolution socialiste à partir du Rojava et de la Syrie. Sous son égide, les femmes s'organisent au sein du JKŞ (Jinên Komunîst ên Şoreşger, femmes communistes révolutionnaires) et les jeunes au sein du CKŞ (Ciwanên Komunîst ên Şoreşger, jeunesse communiste révolutionnaire). Les organisations sont représentées dans les villes de Qamişlo, Heseke, Kobanê, Dirbêsîyê, Til Temir, Til Berak et Raqqa.





LA STRATÉGIE NATIONALE DE SÉCURITÉ DES ÉTATS-UNIS

Le 5 décembre, la Maison Blanche a dévoilé sa nouvelle « stratégie de sécurité nationale ». Le document publié permet de mieux comprendre les plans de l'impérialisme américain, notamment à la lumière de la crise existentielle du capitalisme. L'impérialisme chinois est souvent mentionné et considéré comme le « plus grand concurrent » des États-Unis.

L'ensemble du document s'inscrit dans le credo « America First / MAGA » du gouvernement Trump. Cette stratégie nationale est interprétée par divers commentateurs comme l'équivalent de l'ancienne doctrine Monroe de 1823 – portant indéniablement la marque de Trump. La doctrine Monroe était la politique des États-Unis visant à mettre un terme aux efforts de colonisation des Européens sur le continent américain ; en contrepartie, les Européens n'avaient pas à craindre de tentatives de colonisation de la part des États-Unis.

Le document stratégique national de 2025 présentent des analyses et des prévisions concernant différentes régions du monde : l'Amérique, l'Asie, l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique.

Dans cet article, nous nous concentrerons principalement sur les annonces concernant le Moyen-Orient.

Le document donne plusieurs aperçus de la stratégie américaine dans la région.

Il convient de préciser que bon nombre des éléments mentionnés dans le document sont déjà mis en œuvre et pratiqués depuis un certain temps ; ils sont une réalité.

Le début du document explique pourquoi le Moyen-Orient a été un lieu stratégique important pour les États-Unis au cours des 50 dernières années : c'est l'une des régions les plus productrices d'énergie au monde, elle est donc logiquement devenu le théâtre d'intenses luttes de pouvoir entre les impérialistes, des conflits risquant de s'étendre à d'autres régions. Deux de ces trois raisons ne sont plus valables aujourd'hui, d'une part parce que la question énergétique s'est diversifiée et, d'autre part, parce que les États-Unis occupent désormais la position la plus avantageuse dans la région.

LES PRINCIPAUX OBJECTIFS DES ÉTATS-UNIS :

- 1.** Ne pas laisser les ressources énergétiques tomber entre les mains d'ennemis (il s'agit ici de la Chine, même si elle n'est pas mentionnée nommément).
- 2.** Maintenir ouvert le détroit d'Ormuz au sud de l'Iran (route maritime importante pour le transport du pétrole)
- 3.** Idem pour la mer Rouge (les navires israéliens sont attaqués sur cette route commerciale par les Houthis au Yémen)
- 4.** Lutte contre le terrorisme dans la région
- 5.** Assurer la sécurité d'Israël.

Les États-Unis prévoient qu'à l'avenir, le Moyen-Orient sera moins connu pour son pétrole, mais apparaîtra davantage comme une « source d'investissements internationale ». La bourgeoisie collaboratrice de la région devrait ainsi pouvoir se diversifier et poursuivre l'exploitation et la vente des ressources terrestres et souterraines dans d'autres secteurs.

Ailleurs, il est écrit qu'il faut accepter les dirigeants des États du Golfe tels qu'ils sont et entretenir avec eux des relations fondées sur des intérêts communs. On omet toutefois de mentionner que ce sont précisément les USA qui, il y a un an, ont détrôné Assad au profit d'Ahmed al-Shaara et qui menacent aujourd'hui ouvertement de déstabiliser l'Iran, l'Irak et le Liban ou de les livrer à Israël.

L'accord Abraham, c'est-à-dire le traité visant à normaliser les relations avec Israël, reste une priorité absolue des États-Unis afin de protéger leur vassal Israël. Cela met également en évidence les contradictions entre les États-Unis et Israël, car la volonté irréprouvable d'Israël d'annexer de nouvelles terres et d'exterminer la population palestinienne prive les États-Unis d'une base pour mener à bien les négociations. Dans les conditions actuelles, l'Arabie saoudite ne peut pas signer l'accord Abraham, la détérioration supplémentaire de son image dans le monde musulman lui serait trop coûteuse.

Il est clair que les États-Unis continueront d'essayer de convaincre les États de la région de signer cet accord.

Le problème en Syrie – à savoir la consolidation du gouvernement HTC avec une extension à l'ensemble du territoire syrien – pourrait être résolu avec l'aide de l'Arabie saoudite, de la Jordanie, d'Israël et de la Turquie. La Turquie se voit ainsi attribuer un rôle stratégique important pour la Syrie. Le fait que la Turquie ait annexé des territoires syriens avec l'aide de ses sbires djihadistes ou qu'elle ait préparé la prise de pouvoir de HTC, issu de la branche d'Al-Qaïda en Syrie qui contrôlait jusque là la ville d'Idlib, ne pose aucun problème aux États-Unis.

Cette mention n'est pas surprenante étant donné que le chef fasciste Erdoğan a été courtisé à la Maison Blanche il y a quelques semaines à peine et que son frère spirituel, Trump, lui a donné le soutien dont il avait besoin pour combattre sans entrave le plus grand parti d'opposition, le CHP, et s'assurer ainsi une nouvelle victoire aux prochaines élections.

En outre, la « lutte contre le terrorisme » menée par les États-Unis dans la région signifie que toutes les forces non étatiques doivent être éliminées – bien sûr, uniquement si elles font obstacle à leur propre stratégie. Les États-Unis tentent ainsi de faire pression sur plusieurs pays afin qu'ils désarment différentes organisations. Le Hezbollah au Liban doit être désarmé, les États-Unis et Israël menacent le gouvernement libanais d'intervenir s'il ne parvient pas à désarmer le Hezbollah, considéré comme une menace pour Israël.

Les groupes irakiens du Hachd al-Chaabi, proches de l'Iran, doivent également être désarmés afin de réduire l'influence iranienne en Irak. Là encore, des menaces sont proférées si le désarmement n'aboutit pas.

Le plan de désarmement de la résistance palestinienne s'est concrétisé dans le prétendu "plan de paix" en 20 points de Donald Trump, qui souhaite notamment désarmer le Hamas, avec l'aide de la Turquie. La liquidation du PKK en tant que force non étatique, qui est une épine dans le pied du partenaire stratégique turc, s'inscrit également dans cette politique qui vise à éliminer toutes les forces non étatiques.

Palestina-Kurdistan, Intifada-Serhildan!

Tout comme ils prévoient avec leur plan en 20 points de ne donner qu'une autre apparence à la colonisation de la Palestine - c'est à dire laisser les technocrates gouverner officiellement, tandis que les véritables commandes resteront entre les mains des États-Unis et de leurs partenaires - les États-Unis poursuivent également leur jeu hypocrite en ce qui concerne le Kurdistan.

En effet, En effet, l'analyse présentée dans leur document de stratégie de défense nationale montre clairement que la position de la Turquie en Syrie pourrait se renforcer, à condition bien sûr de l'accord d'Israël. L'avenir du Rojava semble donc incertain. La Turquie souhaite mettre fin à l'autonomie politique actuelle du Rojava et exerce une pression dans ce sens sur les dirigeants d'HTC. Cependant, HTC n'est pas en mesure de vaincre militairement le Rojava et les deux parties (y compris les dirigeants du Rojava) ont gagné du temps en présentant l'accord du 10 mars, sous la pression des États-Unis. Cet accord, qui prévoit l'intégration de l'AADNES en Syrie, semble toutefois encore loin d'être mis en œuvre rapidement et intégralement, malgré le délai fixé au 1er janvier 2026. Il est impossible de prédire ce qui se passera ensuite, mais le risque d'une attaque contre le Rojava, même limitée, ne peut être exclu.

HTC tolère qu'Israël usurpe le sud de la Syrie ; il aide même Israël en expulsant les groupes palestiniens du pays. Selon Tom Barrack, HTC fait « tout ce que nous voulons », tandis qu'à quelques kilomètres de là, les Palestiniens subissent un génocide perpétré par Israël. Le régime syrien sous sa forme actuelle, avec HTC à sa tête, est un adversaire objectif de la cause palestinienne et de tous les opprimés de la région.

Selon les Etats-Unis, les droits démocratiques du peuple kurde opprimé gagnés grâce a une résistance héroïque qui a donné naissance à la révolution du Rojava, doivent également être supprimés. Les puissances coloniales que sont la Turquie et Israël doivent être maintenues et consolidées en tant que partenaires à long terme.

Pour les Kurdes comme pour tous les autres opprimé·es de Syrie, une Syrie aussi rétrograde ne peut être considérée comme une alliée. C'est pourquoi les deux peuples doivent reconnaître que leur paix ne peut être obtenue qu'en s'unissant. Car à l'ère de la mondialisation impérialiste, les oppresseurs sont étroitement liés et interdépendants. Par conséquent, la résistance des opprimé·es doit également être organisée.

Cette stratégie de défense nationale constitue un document de préparation à la guerre, car l'impérialisme américain sait très bien qu'une troisième guerre de répartition du monde pourrait bientôt devenir réalité. Par les guerres, les États-Unis tentent de maintenir en vie le capitalisme avant qu'il ne plie un jour sous l'effet de la lutte des opprimé·es.



QUE FAIT PEOPLE'S BRIDGE ?

Cette rubrique vise à donner à nos lecteur·ices un aperçu du travail que nous accomplissons actuellement, ainsi que des événements et initiatives auxquels nous participons.

1.09. Départ des flotilles en Tunisie

Au début du mois de septembre, l'un de nos porte-paroles, Murat Okundu, s'est rendu en Tunisie pour participer à la Global Sumud Flotilla à destination de Gaza. Cela a également marqué le coup d'envoi de notre campagne « De Kobané à Gaza – vaincre l'occupation ». En raison de diverses complications, nous n'avons pas pu participer à la flottille, mais nous avons pu nouer des contacts et acquérir une grande expérience.

12.09. Conférence sur notre campagne à Berlin

Dans le cadre de notre campagne, nous avons donné une conférence intitulée « De Kobané à Gaza – Les flotilles, un pont entre les peuples ». Nous avons également discuté de l'importance actuelle de l'alliance entre les peuples kurde et palestinien et tous les peuples du Moyen-Orient.

4.10. Grève de la faim

Lorsque, le 3 octobre, les navires de la Global Sumud Flotilla ont été attaqués par l'armée israélienne peu avant d'atteindre Gaza, une de nos porte-paroles a entamé une grève de la faim de trois jours. Une conférence de presse a été organisée au début de cette grève de la faim, puis des veillées, des conférences et des débats ont eu lieu tout au long de ces trois jours.

17.10. Conférence sur la nouvelle Syrie à Berlin

Sous le titre « Aufbruch in Syrien » (Les débuts de la nouvelle Syrie), nous avons donné une conférence lors des semaines d'introduction révolutionnaires à l'Université technique de Berlin. Nous avons retracé l'évolution de la Syrie après la chute du régime d'Assad et discuté du Rojava comme perspective pour une Syrie démocratique.

13/14.12. a Gelsenkirchen (Allemagne)

À la mi-décembre, nous avons participé à Gelsenkirchen à la réunion pour l'organisation de brigades pour la construction d'un hôpital et l'envoi de personnel médical à Gaza. Il s'agit d'une initiative de l'ICOR (Coordination internationale des partis et organisations révolutionnaires), que nous saluons vivement.

Le lendemain durant la réunion, a été fondée l'organisation de solidarité avec la Palestine « Gaza soll leben » (Que Gaza vive) . Nous avons participé aux discussions afin de souligner l'importance de la lutte commune contre les guerres au Moyen-Orient.



Contact:

Site internet : peoples-bridge.org

Instagram/X: [@peoples_bridge](https://www.instagram.com/@peoples_bridge)

E-Mail: info@peoples-bridge.com